

Faisons battre en retraite le gouvernement !

La contre-réforme des retraites voulue par l'équipe Hollande-Ayrault s'inscrit dans la continuité directe de toutes les régressions menées par la droite depuis 20 ans. Pour ce gouvernement soi-disant de gauche, il n'est pas question d'abroger un seul des reculs imposés par les gouvernements précédents. Au contraire, il fait de nouveaux cadeaux au patronat ! C'est une réforme de classe, mais pas de la nôtre...

Toutes et tous dans la rue le 10 septembre, exigeons son retrait, et poursuivons la lutte par une grande mobilisation unitaire !

Hollande fait les poches aux salarié^Es et aux retraité^Es !

Le gouvernement Hollande-Ayrault ne cesse de prétendre que sa réforme des retraites est de « justice sociale ». Mais dans les faits, elle est le prolongement d'une politique en faveur des entreprises, au détriment du monde du travail.

En allongeant la durée de cotisations (pour toutes les générations nées après 1957) et en augmentant les cotisations, ce sont les salarié^Es et les retraité^Es qui, seul^Es, paieront. Sur les 16 milliards d'euros que le gouvernement prétend nécessaires de trouver d'ici à 2040, les salarié^Es vont d'abord payer 5,6 milliards d'euros avec l'allongement de 41,5 ans actuellement à 43 ans de la durée d'activité. Les retraité^Es contribueront à hauteur de 2,7 milliards et leur pouvoir d'achat va continuer à baisser. Quant aux hausses de cotisations sociales, le gouvernement prétend que les entreprises contribuent comme les salarié^Es. Mais tout cela n'est qu'un tour de passe-passe. Ayrault s'est précipité pour promettre aux patrons de prolonger le cadeau de 20 milliards d'euros du « choc de compétitivité » engagé l'an passé et de baisser le « coût du travail », c'est-à-dire d'augmenter le taux d'exploitation des salarié^Es !

A la botte du Medef !

Après ce cadeau, ces mêmes patrons (et donc les actionnaires !) vont profiter d'une nouvelle mesure d'allègement de leurs cotisations sociales, cette fois sur la branche famille de la Sécu, visant à compenser les 3,2 milliards d'euros découlant de leurs hausses de cotisation retraite. Qui donc va payer ces 3,2 milliards ? Le gouvernement envisage une hausse supplémentaire de la TVA (en plus de celle qui portera la TVA de 19,6% à 20% le 1^{er} janvier prochain) ou de la CSG. Au-delà des retraites, c'est donc bien l'ensemble de notre protection sociale solidaire qui est dans le viseur du gouvernement.

Mais ce ne sera sans doute pas tout, au vu de la déclaration d'amour de Moscovici lors de l'université d'été du Medef. Il y a promis « simplification administrative », baisses d'impôts et du « coût du travail », cadeaux fiscaux, allant jusqu'à encourager la fraude fiscale en « s'engageant » à que le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) « soit exclu du champ du contrôle fiscal. » Bref, Sarkozy n'aurait pas mieux dit et fait !

Se battre jusqu'au retrait du projet !

Aucune des mesures marginales présentées dans le projet de loi Ayrault comme « favorables » aux salarié^Es du privé (mais pas du public) ayant subi des travaux pénibles, aux jeunes, aux carrières heurtées ou aux femmes ne compense les reculs découlant de l'allongement de durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein. Elles ne sont d'ailleurs pas quantifiées dans le projet de loi, qui renvoie à des décrets d'application (modifiables à tout moment). Ayrault lui-même ne prévoit pas –pénibilité mise à part– qu'elles coûteront un sou à l'État avant 2030 !

CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF appellent aujourd'hui 10 septembre à une journée de grèves et de manifestations. Cela doit être une 1^{ère} étape à la mobilisation unitaire d'ampleur nécessaire pour faire reculer le gouvernement.

Pour le NPA, le projet n'est ni amendable ni discutable, il doit être tout simplement retiré. L'argent existe pour financer les retraites sans amputer le pouvoir d'achat des salarié^Es et des retraité^Es, en s'attaquant à la fraude fiscale, en mettant fin aux cadeaux fiscaux pour les plus riches et surtout en garantissant le plein emploi : 5 millions de chômeurs en moins c'est 5 millions de cotisants en plus. La rentrée sociale doit se faire contre cette réforme des retraites et celle sur la protection sociale qui vient après. Mobilisons-nous !

Angers, le mardi 10 septembre 2013

Échos du 49 et du 303

Bourdouleix, Ceaucescu, même combat ?

Ouest-France et Le Courrier de l'Ouest ont publié jeudi 5 septembre de longs extraits d'un courrier du député-maire Bourdouleix de Cholet à son fan-club où il leur explique qu'il faut être très présent (bourrer la salle ?) lors de réunions de quartier qu'il organise, à l'approche des élections municipales des 23-30 mars 2014. Il accompagne son courrier d'exemples grotesques d'interventions types à sa gloire de *Conducator* choletais, notamment pour son action contre les gens du voyage (dont il a pu dire que « *Hitler n'en a peut-être pas tué assez* »). L'aspect ubuesque de l'affaire ne doit pas faire oublier le scandale qu'elle constitue : le code électoral interdit de transformer des réunions de quartier en réunions de propagande électorale (et prévoit d'ailleurs des sanctions lourdes aux contrevenants : destitution et inéligibilité). Cela n'a pas empêché G. Bourdouleix de proférer ses habituelles menaces de poursuites judiciaires, cette fois pour « *violation de la correspondance privée* » (*sic* !). Le NPA49 renouvelle son exigence de démission immédiate du maire de droite extrême G. Bourdouleix.

Notre-Dame-des-Landes toujours en lutte !

Le rassemblement des 3 et 4 août à Notre-Dame-des-Landes a été un succès de mobilisation contre l'Ayraultport. Ce sont près de 40 000 personnes qui se sont retrouvées pour dire leur opposition à ce projet caractéristique des méfaits du productivisme capitaliste. C'est par ailleurs l'ensemble du mouvement, qu'il soit syndical, politique associatif ou autonome qui a démontré son unité d'action. Mais la multinationale Vinci, le gouvernement et la majorité productiviste du conseil régional dirigée par le PS (avec le soutien de la fraction du PC qui a fait alliance avec lui aux dernières élections) ne désarment pas. La lutte va donc continuer !



**Prendre sur
les profits**

**Profiter de
nos retraites**

npa2009.org



Agenda Militant

 **mardi 10 septembre à 14h** : Rassemblement à l'appel de la CGT devant le Palais de justice d'Angers, en solidarité avec les 17 salariés de V Media (Cholet) pour leur procès en appel.

 **mardi 1er octobre à 19h** : Café repaire au bar Le Challenge (12 pl. Mendès-France à Angers). Thème : l'utilisation de l'énergie nucléaire. Le réseau Sortir du nucléaire devrait y être confronté à des élus pronucléaires...

 **mardi 22, vendredi et samedi 25-26 octobre** : journées d'Égal à Égales 2013. « Inégalités Femmes/Hommes : c'est quoi ce travail ? ». Angers, Espace Culturel de l'Université (le 22 à 19h) et Salons Curnonsky (les 25-26)

Syrie : soutenir la révolution

 Le NPA est à la fois contre toute aventure militaire occidentale en Syrie et en solidarité totale avec la révolution syrienne contre la dictature du clan criminel Assad et ses alliés. Le gouvernement Hollande-Ayrault a quant à lui décidé de s'engager dans la première de manière anti-démocratique, sans objectif autre que de se substituer à la seconde. Alors que les impérialistes russes et l'Iran arment la dictature et que le Qatar et l'Arabie saoudite font de même avec des groupes sectaires djihadistes, les frappes aériennes US et françaises seraient censées faire oublier que les occidentaux n'ont pas fourni l'aide indispensable (vivres, soins, équipements, armes) aux représentants des collectifs syriens qui se battent pour la démocratie, la justice sociale et la dignité nationale dans le respect de toutes les composantes du pays. Ces frappes ne feraient pourtant que donner des armes politiques à un Assad qui cherche à se faire passer pour « anti-impérialiste » auprès des plus naïfs. Non à l'aventurisme impérialiste de Moscou, Washington et Paris ! Solidarité avec les forces révolutionnaires démocratiques de Syrie ! Liberté pour le peuple syrien !

*Faites vivre l'anticapitalisme :
Souscrivez pour le NPA !
1 million d'euros !
10.000 souscripteurs !*

(les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable)

*Lisez l'hebdo du NPA :
L'Anticapitaliste*

Imprimerie spéciale – Ne pas jeter sur la voie publique